

Paris, le ../01/2022

Le Pacte civique

À Mme ou M, candidat(e) à la Présidence de la République.

Objet : *pour une démocratie renouvelée.*

Madame, ou Monsieur,

La campagne électorale qui s'ouvre revêt une importance majeure tant les trois crises qui affectent notre société se sont aggravées : crise écologique, crise sociale, crise démocratique.

Le Pacte civique souhaite, en s'appuyant sur les travaux qu'il mène depuis 10 ans, avancer des propositions susceptibles de recentrer la campagne électorale sur quelques enjeux majeurs : l'application concrète des valeurs de fraternité et de sobriété, les inégalités en matière de santé et le renouvellement de notre démocratie.

C'est sur ce troisième volet que nous souhaitons vous interpeler aujourd'hui.

Plus que chez nos voisins, la société française est marquée par une immense défiance¹ des citoyens à l'égard de la politique, des institutions, des élus et des partis politiques. Cette défiance s'exprime en particulier par l'explosion du vote intermittent (séquence des 4 votes de 2017), voire de l'abstention électorale systématique, comme constaté lors des élections régionales de juin 2021. Cette tendance n'est pas nouvelle, mais elle atteint aujourd'hui des niveaux qui mettent notre démocratie en danger.

Défiance politique, abstention électorale... Que se passe-t-il ?

Bien sûr, il serait vain de minimiser l'influence du contexte social et sociétal actuel : exclusion économique et déficit d'intégration pour une partie de la population, repli sur la sphère privée, protestation émotionnelle favorisée par les réseaux sociaux...

Faut-il en rester à ces constatations et se contenter d'un discours moralisateur adressé aux *mauvais citoyens abstentionnistes* ? Non, il nous faut interroger sans concession le fonctionnement même de notre démocratie, et en particulier : l'évolution des partis politiques, l'attitude des dirigeants politiques, des élus et de l'administration vis-à-vis des citoyens (marquée par une grande défiance en retour), la représentativité des élus, l'équilibre des pouvoirs, les modes de scrutin, l'adéquation de l'action gouvernementale aux besoins réels des citoyens, les modalités de leur participation à la définition des politiques publiques, la pertinence de nos institutions pour prendre en compte une diversité des sensibilités politiques...

¹ Comme en témoignent les résultats des dernières vagues (février et mai 2021) du « *baromètre de la confiance politique* » publié par le CEVIPOF.

Quelles réponses apporter ?

Les propositions sont multiples, depuis la formation des jeunes à la citoyenneté, celle des élus et des fonctionnaires à la co-construction des projets, jusqu'aux modalités de vote, en passant par la réforme des institutions représentatives, l'encadrement des processus participatifs, le financement des partis, les modalités d'implication citoyenne.

Mais tout cela ne peut pas se faire sans qu'un cadre clair soit fixé, permettant de mener à bien ce vaste chantier de manière à la fois efficace et pleinement démocratique.

Le cadre que nous vous demandons de soutenir, c'est **l'organisation d'un vaste débat public** sur le thème « *une démocratie renouvelée* », dès le début du prochain quinquennat. Il nous semble en effet tout à fait insuffisant de confier le renouvellement de nos institutions démocratiques aux seuls parlementaires, à la fois juges et parties sur de nombreux sujets.

Ce débat public, courant sur un temps suffisamment long, s'articulera autour d'une **convention citoyenne de citoyens tirés au sort**, s'inspirant, au niveau méthodologique, de la Convention citoyenne climat, mais avec un mandat plus clair : examiner l'ensemble des mesures susceptibles de renouveler le système démocratique français, émettre des avis et des priorités, afin de préparer et d'orienter les projets de loi et de réforme constitutionnelle dont se saisira ensuite le Parlement.

La convention citoyenne s'appuiera évidemment sur des travaux d'experts mais aussi sur les propositions émises par les organisations de la société civile. Parallèlement une consultation en ligne permettra à chaque citoyen d'émettre des propositions. L'organisation et le suivi de l'ensemble du processus pourront être confiés à la Commission nationale du débat public, dont les compétences en la matière sont reconnues.

Le gouvernement issu des élections devra évidemment s'engager pleinement en faveur de cette démarche et lui apporter un soutien politique fort.

Nous vous proposons de soutenir cette proposition et de l'inscrire sans ambiguïté dans votre programme électoral. Nous sommes évidemment à votre disposition pour en débattre avec votre équipe de campagne, aussi rapidement que nécessaire.

D'ici à la fin du mois de janvier, nous vous transmettrons nos propositions sur les deux autres sujets mentionnés plus haut.

Dans l'attente de votre réponse (à adresser à contact@pacte-civique.org), nous vous adressons nos meilleures salutations, respectueuses et citoyennes.

Pour le collectif Pacte civique,

Jacky Richard et Pierre Guilhaume, coordinateurs nationaux

<https://pactecivique.fr/>

PJ : présentation du Pacte civique.

Collectif Pacte Civique

250 Bis, Boulevard Saint Germain – 75007 Paris

Tél. : 01 44 07 00 06 - contact@pacte-civique.org - <https://pactecivique.fr/>